

Intervention – Jeunes CFDT Santé Sociaux

Bonjour à tous,

La CFDT a su mettre en place de véritables dispositifs pour accueillir les jeunes. Chaque année, des actions dédiées sont menées. La possibilité pour un jeune d'être présent en surnuméraire lors des rencontres et des congrès favorise grandement leur engagement et leur émancipation.

Le syndicat CFDT Santé Sociaux de l'Orne tient à féliciter la Confédération pour cette stratégie ambitieuse et nécessaire.

On ne vous le cachera pas : aujourd'hui, du haut de mes 28 ans, si je suis ici, c'est grâce à cette dynamique.

Et pour cela, nous vous remercions sincèrement pour cette aventure.

Mais une question nous préoccupe : celle de nos carrières.

Responsables de section, que devenons-nous à la fin de notre mandat si nous ne sommes pas réélus ? Si nous devons suivre un conjoint muté ? Que deviennent toutes nos compétences acquises durant toutes nos années au sein de la CFDT ?

Réfléchir à la vie après un mandat syndical est essentiel. Et aujourd'hui, nous ne savons pas clairement à quoi nous pouvons prétendre à l'issue de notre engagement.

Existe-t-il un accompagnement ? Une aide au financement d'une formation ? Une sécurisation de parcours ? Nous aimerions savoir.

Par ailleurs, le Syndicat CFDT Santé-Sociaux de l'Orne souhaite souligner l'engagement dont la Confédération fait part au sein de notre branche mais il nous tenait à cœur de vous sensibiliser sur les difficultés, toujours plus nombreuses, du secteur sanitaire et social.

Le secteur associatif sanitaire, social et médico-social constitue un pilier fondamental des politiques publiques de solidarité.

Il assure chaque jour des missions essentielles : accompagnement du grand âge, du handicap, de l'enfance et de la précarité.

Pourtant, ce secteur subit depuis plusieurs années une dégradation profonde de ses conditions de fonctionnement :

- Sous-financement chronique,
- Absence de visibilité à long terme,
- Difficultés majeures d'attractivité des métiers,
- Fragmentation des politiques publiques entre les différents financeurs.

Ces difficultés entraînent aujourd'hui des conséquences systémiques :

- La réduction de l'offre d'accompagnement
- Des inégalités territoriales accrues
- Une dégradation des conditions de travail
- La perte de sens pour les professionnels comme pour les employeurs.

Au-delà du secteur lui-même, c'est notre modèle social qui est en jeu. Pendant longtemps, un de ses piliers, l'hôpital public garantissait à chacun l'accès à des soins de qualité.

Aujourd'hui, ce pilier se fissure.

Même chez nous, dans l'Orne, nous nous battons actuellement contre des suppressions de postes et des réductions d'effectif dans des services déjà en tension. C'est pourquoi, j'en appelle à votre soutien, ~~ce~~ QR Code est un lien vers notre pétition, si vous souhaitez nous aider à faire exploser le compteur ! *que j'ai publié sur l'application*

Et partout ailleurs, les fermetures de lits et le manque de disponibilité médicale augmente la perte chance sur des tas de maladies. Des patients attendent, aux urgences, des heures voire ~~même~~ des jours une place dans un service. Les malades sont abandonnés, beaucoup arrêtent leur traitement ou ne se soignent pas, faute d'accès aux soins. C'est une bombe à retardement pour les années à venir.

Et la psychiatrie, un secteur où là, il n'y a plus place, plus de soins. Où les séjours y sont écourtés. 1 Français sur 5 est concerné par un trouble psychique.

A l'hôpital public, 23 % des postes de psychiatres restent vacants, peu attractifs. Les équipes paramédicales sont en sous-effectif. Les agents sont eux même en surcharge, en burn-out ou en perte de sens lors de leurs prises en soins.

La crise de la psychiatrie n'est pas une fatalité médicale, c'est un choix politique et budgétaire.

Et ne parlons même pas de la pédopsychiatrie qui est dans un état encore plus critique ! Le suicide est la première cause de mortalité chez les 15-35 ans !

L'affaiblissement progressif de ces structures ne relève plus d'un simple ajustement conjoncturel. Il reflète un choix implicite : celui de ne plus considérer l'accompagnement social et médico-social comme un investissement structurant.

La question est donc profondément politique :
Souhaitons-nous maintenir un modèle fondé sur la solidarité nationale ?
Voulons-nous vraiment investir dans la santé publique ?
Voulons-nous vraiment une société prenant soin ?

Ou acceptons-nous une évolution vers une logique de marché, où l'accès dépendrait des ressources des usagers ?

À l'approche des débats budgétaires et des échéances électorales, cette question doit être posée clairement, assumée, et tranchée !

La santé n'est pas seulement un sujet des Santé-Sociaux, pour nous c'est toute la CFDT qui est concernée. Il faut que tous, nous nous mobilisions pour préserver notre modèle social.

Mais au-delà de ce constat, c'est à nous de porter des réponses : pour les jeunes, pour les professionnels, et pour l'avenir.

L'urgence n'est plus de constater la crise.
L'urgence est d'agir.

Merci pour votre attention.